

**M. Lalonde:** Je tiens à remercier le député pour le souci qu'il se fait à mon égard, madame le Président. Je tiens à lui répéter que j'ai rejeté cette note de service et ce projet de campagne de 11 millions de dollars. Il a été remplacé par une campagne publicitaire axée sur l'importance de la conservation de l'énergie et la nécessité de conserver l'énergie et de remplacer le pétrole par d'autres formes d'énergie. Par ailleurs, ces annonces apprennent au public que le Canada est un net exportateur d'énergie. Contrairement à ce que certains de mes amis qui sont assis de l'autre côté essaient de faire croire aux gens, il y a excédent d'énergie au Canada mais pénurie de pétrole. Le Canada peut devenir entièrement autonome et indépendant dans le domaine énergétique au courant de la prochaine décennie si on nous aide à mener à bien les programmes que nous proposons.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LA GENDARMERIE ROYALE

#### LE RETARD DU RAPPORT DE LA COMMISSION McDONALD

**M. Svend J. Robinson (Burnaby):** Madame le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Ces derniers mois, le solliciteur général a déclaré à maintes reprises que le rapport tant attendu de la Commission McDonald serait enfin terminé vers la fin de l'été dernier. Nous sommes maintenant à la mi-octobre et les commissaires ont dit l'autre jour qu'ils ne s'astreindraient pas à une limite de temps. Le rapport n'est évidemment pas encore terminé.

Comme le gouvernement a eu l'impardonnable négligence de ne pas entamer des poursuites dans les cas où il est prouvé que la Gendarmerie royale a enfreint la loi ni d'imposer quelque mesure disciplinaire que ce soit dans ces circonstances et comme le rapport de la Commission McDonald tarde tellement, que compte faire le solliciteur général pour assurer que la règle du droit est bien respectée dans notre pays?

**L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général):** Madame le Président, je rappelle au député que son parti autant que d'autres a appuyé la création de cette commission royale qui, comme il l'a signalé, est indépendante. La Commission fait son travail. Le député veut maintenant tout avoir. Le gouvernement a décidé d'attendre le rapport de la Commission avant de prendre les mesures que le député exige. Personne n'attend avec plus d'impatience que moi le rapport de la Commission McDonald. Il concernera mon ministère et conseillera sur la réorganisation que je souhaite. La Commission est toutefois indépendante. Son mandat, que le parti du député a approuvé, prévoit qu'elle pourra faire rapport quand elle sera prête à le faire. Je n'ai aucun contrôle là-dessus.

● (1440)

**M. Robinson (Burnaby):** Évidemment, madame le Président, il y a plus de trois ans que cette commission a été créée et que nous en avons appuyé la création, mais nous n'avons pas appuyé le mandat.

Ma question supplémentaire s'adresse encore au solliciteur général. Le 8 mai dernier, le secrétaire parlementaire du

### Questions orales

ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources m'a dit en répondant à une question que je lui ai posée au sujet de la Commission McDonald que le juge McDonald préférerait qu'on attende la publication de son rapport avant de porter des accusations. J'ai ici une lettre du juge McDonald qui dit:

Je ne me souviens pas d'avoir jamais indiqué que je préférerais qu'on attende la publication du rapport de la Commission d'enquête dont je suis le président avant de porter des accusations.

Il demande ensuite au gouvernement de corriger l'inexactitude qui a été transmise à la population canadienne par la voie du Parlement. Vu cette inexactitude communiquée à la Chambre le 8 mai dernier, le solliciteur général profitera-t-il maintenant de cette occasion de corriger la déclaration erronée qui a été faite en son nom et profitera-t-il aussi de cette occasion pour dire qu'il ne se cachera plus derrière le retard de la Commission McDonald à publier son rapport mais qu'il appliquera la loi pour tous les Canadiens au pays?

**M. Kaplan:** Madame le Président, je ne crois pas avoir vu la lettre dont le député a parlé et j'aimerais la lire avant de la commenter. L'observation faite au sujet de l'avis du juge McDonald était fondée sur une de ses déclarations au cours des audiences de la Commission, dont des copies ont été rendues publiques. Je la relirai et je répondrai peut-être à une question à ce sujet à la lumière de la lettre que le député porte maintenant à mon attention.

\* \* \*

### LA CHAMBRE DES COMMUNES

#### PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SINGAPOUR

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. J'aimerais attirer l'attention des députés sur la présence à notre tribune du ministre des Affaires étrangères de Singapour, l'honorable Suppiah Dhanabalan.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LES AÉROPORTS

#### MOUNT HOPE, HAMILTON—LES MESURES EN VUE D'AGRANDIR L'AÉROPORT

**Mme le Président:** J'accorde la parole au député de Hamilton-Ouest.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanley Hudecki (Hamilton-Ouest):** Madame le Président, en l'absence du ministre des Transports, je poserai ma question à son secrétaire parlementaire. Est-ce qu'on prend des mesures pour réaliser la promesse faite à la région de Hamilton-Wentworth d'agrandir son aéroport, et lesquelles?

**Des voix:** Bravo!

**M. Robert Bockstael (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Madame le Président, nous sommes toujours décidés à élargir cet aéroport, programme qui va coûter des millions de dollars. Les démarches de consultation et de plani-